rés de la stabilité des nouvelles conditions qui leur sont imposées d'aurant plus impérieusement que leurs deniers sont hors de leurs mains & assurés au Trésor Royal.

Un vice plus capital de ces Arrêts du Conseil & surtout de celui dont on a déguisé dans l'intitulé le véritable objet, en supposant qu'il n'ordonne que l'ouverture des remboursemens de la Caisse des Amortissemens, à commencer du premier Juillet 1763, est l'atteinte portée à l'autorité Souveraine par l'intervention absolüe de tous les assignats précédemment réglés, même par des Edits, pour l'exécution des différentes Charges. Ici l'administration ne respecte plus la Législation même, & se permet de déroger nettement à des Loix enregistrées. L'arbitraire est à son comble & la tache d'une instabilité générale imprimée sans ménagement à tout engagement relatif aux Finances.

Enfin, si dans ces Arrêts du Conseil on cherche l'exécution de ce Plan de libération publique si hautement annoncé, on ne trouve que dérogation à toutes les mesures prises jusqu'ici pour cette libération; que soustraction pour la plus grande partie des fonds qui devoient l'opérer; que combinaisons adroïtes pour dégager les revenus du Trésor Royal, en éludant les charges, pour accroître même du produit d'impôts extraordinaires franchement & quittement, & pour former du remboursement de toutes ces charges, concurrenment avec celui de l'universalité des Dettes de l'Etat, une entreprise à part, sans relation avec la recette des fonds publics, & soutenuë uniquement par une mise annuelle de vingt millions. On n'oseroit caractériser de telles opérations dont l'arbitraire & l'entreprise sur l'autorité des Edits registrés sont presque les moindres vices.

Par Edit du mois de Mai 1749, Votre Majesté avoit ordonné, Article XVII, que les Receveurs-Généraux des Finances & les Trésoriers-Généraux des Pays d'Etats seroient tenus de porter à la Caisse des Amortissemens les sommes provenant, tant de l'imposition du Vingtième que de l'imposition des deux sols pour livre du Dixième, pendant le tems qu'elle doit avoir lieu, & que lesdites sommes ne

pour-